



# 3 questions à... Alain Brombin

Secrétaire général du syndicat CGT des Douanes

## L'administration des douanes est secouée par un conflit de grande ampleur. Peux-tu nous en dire plus ?

Depuis près de 7 mois, l'administration des douanes françaises connaît le plus long conflit jamais enregistré depuis le fameux mouvement « Finances » de 1989. L'Action Douanière<sup>1</sup> est en hausse. Qu'il s'agisse des instances paritaires, des groupes de travail, des réunions dites de « concertation », à l'échelon local ou national, le mois de juin 2006 a donné le départ d'une paralysie totale de la machine institutionnelle. Au-delà de cet aspect non négligeable, occasionnant une gêne tant au niveau directionnel que ministériel dans le calendrier réformateur de Bercy, les personnels se sont engagés massivement dans l'action.

Le 15 juin, 49% des agents des opérations commerciales ont cessé le travail et ils étaient 52% le 3 octobre. Dans les deux cas des manifestations à Paris et en Province ont connu de véritables succès tant dans la participation que par leur impact médiatique. Des initiatives ont aussi permis de sensibiliser l'opinion publique et les usagers des services douaniers sur les conséquences négatives qu'entraînerait la mise en pratique de la réforme dite du dédouanement, rebaptisée « modernisation des opérations commerciales ». Comme si le fait de changer de dénomination pouvait faire avaler la pilule de la disparition programmée de près de 140 services (la moitié des sites) et des centaines de

suppressions d'emplois qui vont avec (1200 au minimum)..

Face à cela l'unité des 7 organisations syndicales douanières est un élément structurant d'un mouvement qui se nourrit et s'amplifie. Tous les douaniers sont de nouveau appelés à cesser le travail et à manifester à Paris devant le ministère le 28 Novembre prochain. Il s'agit d'exiger l'ouverture de réelles négociations avec en préalable le retrait du projet de la direction. Car l'enjeu est bien la défense et la promotion des missions publiques des douanes.

## Qu'est ce qui motive une telle colère ?

Sous couvert d'évolutions communautaires, de simplification et de dématérialisation des procédures, la direction générale des douanes, après avoir opéré des restructurations dans plusieurs secteurs (renseignement, contributions indirectes, surveillance terrestre, aéromaritime, administration générale), ambitionne de « sceller » l'avenir de la douane avec cette ultime réforme. Il est acquis pour l'ensemble des presque 20.000 douaniers que si cette réorganisation allait à son terme, c'est tout l'édifice de la maison « Douane » qui serait ébranlé à terme. Ainsi ce serait toute la chaîne des contrôles qui serait sévèrement remise en cause, ce qui handicaperait les services dans la lutte contre les trafics illicites et ouvrirait en grand les autoroutes de la fraude. Alors que les activités mafieuses connaissent une hausse exponentielle dans une Europe en élargissement perpétuel, il est paradoxal que dans le même temps les

services chargés de les réprimer fondent comme neige au soleil tant au niveau des contrats pluriannuels de performance (-640 emplois à l'horizon 2008) que des crédits de fonctionnement.

## Cela signifie-t-il que vous exigez le statu quo ?

L'administration des douanes doit évoluer, des changements sont nécessaires et des réformes s'imposent. La très grande majorité des personnels qui participe au mouvement revendicatif partage cette volonté et l'affirme dans les initiatives diverses en direction des utilisateurs du service public douanier, des usagers, des élus, des médias et de l'opinion publique en général. Mais plus que jamais les citoyens français et européens ont intérêt à l'existence et au renforcement des garde-fous que constituent les services douaniers. Aujourd'hui, l'avènement du libéralisme roi signifie pour ses promoteurs que la maîtrise des échanges internationaux n'est plus une priorité puisque qu'elle serait un obstacle à la liberté de circulation des marchandises, des capitaux et des services. L'empêchement de frauder et de faire des profits en rond que constitue la douane doit donc se « moderniser ».

Les agents des douanes ne veulent pas de cette modernisation là et c'est pourquoi ils luttent pour un service public douanier efficace et d'utilité sociale.

1 - titre du journal du SNAD CGT qui a eu 100 ans cette année